

RICARDO RESPONSABLE DE L'ÉCHEC DE CANCÚN ?

Guillaume Daudin, économiste à l'OFCE et enseignant à l'IEP de Paris.

Pour les « optimistes de la mondialisation », les responsables de l'échec du sommet de Cancún en septembre dernier sont l'égoïsme et l'aveuglement. Ces difficultés seront forcément résolues à terme. Comme les économistes l'ont abondamment montré à la suite de Ricardo et de sa fameuse théorie des avantages comparatifs, le libre-échange apporte de tels bénéfices à tous ceux qui y participent qu'aucun groupe particulier ne peut s'y opposer durablement.

Mais justement, que dirait Ricardo de l'instauration du libre-échange intégral des marchandises qui est l'objectif des négociations de l'OMC ? Ou plutôt, puisque la théorie économique a affûté ses outils depuis le XIX^e siècle, qu'en disent les économistes héritiers de Ricardo ? Ceux-ci construisent depuis le début des années 1980 des « modèles d'équilibre général calculable appliqués à l'analyse des politiques commerciales ». Ces modèles entendent calculer les effets de l'exploitation des avantages comparatifs que mettent en avant les défenseurs du libre-échange. Ils fournissent donc une estimation aussi optimiste que possible des bénéfices que peut apporter le libre-échange. La Banque Mondiale estime, grâce à ces outils, qu'une libéralisation complète du commerce de marchandises n'apporterait un gain que de 2,7 % du PIB mondial de 1997. Ce gain ne serait pas réalisé complètement avant 2015, une fois la réorganisation des économies nationales achevée. Si l'on suppose que le taux de croissance de l'économie mondiale dans les années 1990 sera maintenu jusqu'en 2015, les gains du libre-échange intégral du commerce des marchandises ne seront que de 1,7 % du PIB mondial de 2015. Ce modèle pêcherait même peut-être par excès d'optimisme, car il prend en compte des gains de productivité liés à l'ouverture des frontières qui sont sans rapport avec les avantages comparatifs.

Ces résultats décevants se retrouvent dans toutes les estimations existantes. Ils ne signifient pas que le retour au protectionnisme n'aurait pas un coût très important : ils rappellent simplement que le commerce mondial est déjà largement libéralisé. Ainsi, les obstacles

qu'imposent les États aux échanges n'ont plus l'importance qu'ils avaient dans les années 1950 : les droits de douane imposés aux exportations de l'Afrique vers les pays riches sont cinq fois moins importants que le coût de leur transport. L'instauration du libre-échange intégral des marchandises n'apporterait plus que des avantages marginaux.

Ceux-ci doivent être comparés aux coûts de réorganisation des économies nationales. Ces « frottements » ne sont pas pris en compte dans les modèles que nous venons d'évoquer, car les travailleurs s'y reconvertissent sans difficulté. Ils sont d'ailleurs difficilement mesurables. Mais combien de fermetures d'entreprises, de licenciements, de conflits sociaux, de réinsertions coûteuses pour les individus et pour la société y a-t-il eu suite à la quasi-disparition de l'industrie textile française ? Et surtout, quels effets auront ces coûts de court terme sur la popularité des hommes politiques qui en décideront ? Lequel d'entre eux aura l'abnégation de sacrifier ses chances de réélection pour une augmentation de 1,7 % du revenu mondial en dix ans ?

L'histoire montre pourtant les bienfaits de l'ouverture internationale. Les progrès récents de la Chine n'auraient pas été possibles si elle n'avait pas pu exporter sur les marchés internationaux et si elle ne s'était pas ouverte aux influences extérieures qui lui ont apporté des capitaux, du progrès technique, et qui, chacun l'espère, la conduiront à améliorer ses institutions.

Les modèles qui étudient les effets du commerce international en faisant jouer des mécanismes différents de ceux des avantages comparatifs confirment que l'ouverture internationale peut jouer un rôle décisif dans le développement économique. Mais, plus proches des conclusions de List qui défendait au XIX^e siècle une forme de protectionnisme temporaire, ces modèles contestent la conviction des descendants intellectuels de Ricardo : l'ouverture inconditionnelle des frontières n'est pas toujours la meilleure solution. Il peut être utile de mener des politiques commerciales stratégiques, par exemple de protéger ses industries naissantes comme l'ont fait les États-Unis au début du XIX^e siècle et comme l'a fait la Corée du Sud au XX^e siècle.

Certes, ces politiques présentent des dangers, car elles peuvent facilement être manipulées par des groupes de pression nationaux. Mais elles permettent aussi de tirer le meilleur parti possible du développement des échanges internationaux. Or leur interdiction est l'un des objectifs des négociations au sein de l'OMC.

Ni les descendants intellectuels de Ricardo, ni ceux de List ne peuvent défendre les objectifs actuels du cycle de Doha. Voilà peut-être la véritable cause de son échec.